

Introduction

L'allocation d'ancien combattant (AAC) est une forme d'aide financière offerte par Anciens Combattants Canada (ACC). En reconnaissance du service effectué en temps de guerre, les personnes admissibles reçoivent un revenu mensuel régulier pour subvenir à leurs besoins de base.

Le taux mensuel d'AAC est calculée en fonction des revenus, la situation de famille et le nombre de personnes à charge. On peut obtenir une allocation au taux de personne célibataire, au taux de personne mariée ou encore au taux d'orphelin. Les personnes vivant en relation de droit commun peuvent également être admissibles à une allocation au taux de personne mariée.

Admissibilité

L'admissibilité est déterminée par : le service effectué en temps de guerre à titre d'ancien combattant ou de civil admissible, l'âge, l'état de santé, le revenu et le lieu de résidence.

États de service

Sont admissibles :

- les anciens combattants des Forces canadiennes ou de la Marine marchande ayant servi pendant la Première ou la Seconde Guerre mondiale ou la guerre de Corée;

- les anciens combattants des Forces alliées officielles ayant servi pendant la Première ou la Seconde Guerre mondiale et qui étaient domiciliés au Canada au moment de leur enrôlement; et

- les civils qui ont servi sur un théâtre de guerre pour seconder étroitement les Forces armées canadiennes.

Survivants

Les conjoints et les orphelins survivants peuvent aussi être admissibles à l'AAC si l'ancien combattant ou le civil décédé avait les états de service requis ou recevait une pension.

Au décès du bénéficiaire d'une AAC, le conjoint survivant peut continuer de toucher l'AAC au taux de personne mariée pendant un an. Le taux sera ensuite réduit au taux de personne célibataire.

Âge ou état de santé

Pour être admissible, un requérant doit être âgé de 60 ans et une requérante, de 55 ans. Une allocation peut toutefois être versée avant l'âge requis si le requérant est malade ou invalide, s'il souffre d'un désavantage financier, ou encore s'il dispense des soins à un enfant à charge à son domicile, ou s'il est orphelin.

Revenus

L'admissibilité à l'AAC dépend aussi de l'état des revenus. L'évaluation tient compte de la plupart des revenus courants. Le revenu total (AAC comprise) ne peut dépasser un maximum fixé par la loi. Ce maximum est rajusté tous les trois mois conformément aux augmentations de l'Indice des prix à la consommation. Notre méthode d'évaluation des revenus est semblable à celle utilisée par les autres programmes fédéraux de la sécurité de revenu comme le Supplément de revenu garanti. Les deux programmes utilisent la même définition du terme «revenu» — définition qui s'inspire de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Des exemptions annuelles permettent au bénéficiaire de toucher certains revenus

sans que le montant de son AAC soit réduit. Ces exemptions comprennent les exemptions de gains occasionnels (4 200 \$ pour les bénéficiaires mariés et 2 900 \$ pour les bénéficiaires célibataires) et les exemptions d'intérêt (140 \$ pour les bénéficiaires mariés et célibataires).

Le bénéficiaire qui subit une diminution de revenu permanente durant l'année peut présenter une demande d'«option». Cette disposition a pour but d'éviter aux bénéficiaires de se retrouver en difficulté financière. Dans ce cas, le montant de l'allocation est calculé en fonction du revenu courant.

Lieu de résidence

Les requérants doivent résider au Canada au moment où ils présentent une demande.

Des modifications apportées à la Loi en 1995 font que, désormais, il ne suffit plus aux anciens combattants des Forces alliées officielles ayant servi en temps de guerre d'avoir résidé pendant 10 ans au Canada pour satisfaire au critère du lieu de résidence. Les personnes qui touchaient des prestations le ou avant le 27 février 1995 peuvent toutefois continuer de présenter des demandes et de toucher des prestations tant et aussi longtemps qu'ils résident au Canada et satisfont au critère du revenu.

Autres avantages

Le programme d'AAC donne accès à d'autres programmes et avantages tels que les services et avantages en matière de soins de santé, l'aide pour les frais funéraires et d'enterrement, le Programme pour l'autonomie des anciens combattants et le Fonds de secours. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces pro-

grammes ou sur d'autres programmes du Ministère, communiquez avec le bureau de district d'Anciens Combattants Canada le plus proche ou procurez-vous l'un des dépliants mentionnés à la fin de la présente publication.

Les anciens combattants et les civils qui ne sont pas admissibles à l'AAC parce qu'ils dépassent le revenu maximum, en raison des prestations de la sécurité de la vieillesse que leur conjoint ou eux-mêmes touchent, peuvent tout de même être admissibles aux avantages médicaux. Si tel est le cas, ils doivent présenter une demande d'AAC à Anciens Combattants Canada.

Les survivants sont-ils admissibles à d'autres avantages?

Oui. Le Fonds de secours offre une aide financière à tous les bénéficiaires de l'AAC aux prises avec une situation d'urgence qui menace leur santé ou leur sécurité et pour laquelle il n'existe aucune autre ressource disponible.

L'AAC peut-elle être versée à l'extérieur du Canada?

En général, pour pouvoir toucher l'AAC à l'extérieur du Canada pendant une durée indéterminée, il faut avoir résidé au pays pendant 12 mois avant de partir et toucher encore l'allocation le jour de son départ. Toutefois, avant d'envisager de quitter le Canada, vous devriez communiquer avec le bureau de district d'Anciens Combattants Canada le plus proche afin de vérifier si vous êtes admissible au paiement de l'AAC à l'étranger.

Les anciens combattants alliés (et leurs survivants) qui n'étaient pas domiciliés au

Canada au moment de leur enrôlement ne peuvent pas toucher l'AAC à l'extérieur du pays.

Si votre AAC a été annulée parce que vous touchiez un revenu en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, vous devriez communiquer avec nous au moins trois mois avant votre départ du Canada afin de vérifier si l'AAC peut vous être versée de nouveau. En effet, certains revenus de la sécurité de la vieillesse ne sont versés à l'étranger que pendant un court laps de temps.

Absences temporaires

Les absences temporaires n'ont habituellement aucune incidence sur l'AAC. Toutefois, si vous projetez de vous absenter du Canada pendant une période prolongée, (six mois ou plus) il serait bon de communiquer avec l'ACC afin de vous assurer que vous êtes bien au courant de vos droits et de vos responsabilités.

Que dois-je faire pour présenter une demande?

Pour recevoir la trousse, il suffit d'écrire, de téléphoner ou de se présenter au bureau de district ou au bureau régional d'ACC le plus proche. Les adresses et les numéros de téléphone figurent dans les pages bleues de l'annuaire sous «Gouvernement du Canada».

Que puis-je faire si je ne suis pas d'accord avec une décision?

Vous pouvez demander que votre dossier soit réexaminé par le Comité de révision du bureau régional d'ACC.

Les clients qui ne sont pas d'accord avec la décision rendue par ce comité peuvent toujours interjeter appel auprès du Tribunal d'appel des anciens combattants (révision et appel).

Les avocats-conseils du Bureau de services juridiques des pensions peuvent aider les requérants et les bénéficiaires à préparer les appels ou même les représenter aux audiences du Tribunal. On peut aussi obtenir de l'aide, gratuitement, auprès des officiers d'entraide des organisations d'anciens combattants.

On peut aussi obtenir les publications suivantes auprès d'Anciens Combattants Canada :

- ▲ Services et avantages
- ▲ Pensions d'invalidité
- ▲ Programme pour l'autonomie des anciens combattants

- ▲ Ce document existe également sur cassette audio.

Révisé en juillet 1999

© Sa majesté la Reine Chef du Canada, représentée par le ministre des Anciens Combattants, 1999
Site Web d'ACC : <http://www.vac-acc.gc.ca>
N° de cat. V44-4/1999
ISBN 0-662-62365-7



Government of Canada
Veterans Affairs
Gouvernement du Canada
Anciens Combattants

War Veterans Allowance

Canada

Introduction

War Veterans Allowance (WVA) is a form of financial assistance available from Veterans Affairs Canada (VAC). In recognition of war service, qualified persons are provided with a regular monthly income to meet basic needs.

The monthly rate of WVA is calculated based on income, marital status and number of dependants. Recipients are paid at a single, married or orphan's rate. Persons in common-law relationships may also qualify for the married rate.

Eligibility

Eligibility is determined by the wartime service of a veteran or qualified civilian, age/health, income, and residence.

Service Requirements

Canadian Armed Forces veterans and Merchant Navy veterans who served in the First or Second World War or the Korean War; or

Allied Forces veterans with wartime service in the First or Second World War who were domiciled in Canada at the time of enlistment; or

Civilians who served in close support of the Canadian Armed Forces during wartime.

Survivors

Surviving spouses and orphans may also qualify for WVA if the deceased veteran

or civilian had the required war service or pension status.

Upon the death of a WVA recipient, the surviving spouse may continue to receive WVA at the married rate for one year. The rate will then be reduced to a single rate.

Age/Health Requirements

Males must be 60 years of age and females must be 55. WVA may be awarded earlier for reasons of illness, disability, economic handicap, where care must be provided at home for a dependent child, or if the applicant is an orphan.

Income Requirements

WVA is an income-tested benefit and most regular income must be considered to determine eligibility. VAC can supplement your income up to a maximum ceiling set by law. This income ceiling is adjusted quarterly in accordance with increases in the Consumer Price Index. Our method of assessing income is similar to that used by other federal income support programs, such as the Guaranteed Income Supplement. A similar definition of income is in place for both programs and is based on the *Income Tax Act*.

Annual income exemptions allow you to earn a certain amount of income without affecting your rate of WVA. They include the casual earnings exemption (\$4,200 for married recipients and \$2,900 for single recipients) and the interest exemption (\$140 for single or married recipients).

If you experience a loss of income during the year, that is of a continuing nature, you may apply for an "option." This provision is available to prevent hardship.

In an "option" situation, entitlement is calculated based on your current income.

Residence Requirements

Applicants must reside in Canada at the time of application.

Legislation was amended in 1995 so that 10 years' residence in Canada is no longer a method of meeting the residence requirement for Allied veterans. However, those who were receiving benefits on or before February 27, 1995 may continue to apply for and receive benefits as long as they reside in Canada and meet the income requirement.

Other Benefits

The WVA Program is a "gateway" to other programs and benefits, such as health care services and benefits, funeral and burial assistance, the Veterans Independence Program, and the Assistance Fund. For further details on these, or other departmental programs, contact your nearest Veterans Affairs Canada District Office or request one of the brochures listed at the end of this publication.

Some veterans and qualified civilians may find that they do not qualify for WVA because their or their spouse's Old Age Security income puts them over the maximum amount of allowable income. However, they may still be eligible for medical benefits. In such cases, an application for WVA must be submitted to Veterans Affairs Canada.

Do survivors qualify for any other benefits?

Yes. The Assistance Fund provides financial assistance to any WVA recipient for an emergency which arises that affects health or safety and for which there are no other resources available.

Is WVA payable outside Canada?

Generally, to receive WVA outside Canada on an indefinite basis, you must have resided in Canada for 12 months before leaving, and have been receiving WVA on the day of departure. However, before making any plans to leave Canada, you should check with your nearest Veterans Affairs Canada District Office to determine whether you are eligible to receive WVA outside Canada.

Allied veterans (and their survivors) who were **not** domiciled in Canada at the time of enlistment are **not** eligible to receive WVA outside Canada.

If your WVA was cancelled because you receive income under the *Old Age Security Act*, you should write to us at least three months before leaving Canada to see if WVA can be resumed. Some Old Age Security incomes are payable outside Canada only for short periods of time.

Temporary Absences

Absences of a temporary nature will not usually affect your WVA. However, if you are planning to leave Canada for an extended period of time (six months or longer) please check with VAC to ensure you are aware of all your rights and responsibilities.

How do I apply?

To receive an application kit, write, call or visit your nearest Veterans Affairs Canada District or Regional Office. Addresses and telephone numbers are listed in the blue pages of your telephone book under the federal government listings.

What if I am not satisfied with a decision?

You may ask to have your case reviewed by the Regional Office Review Committee.

Clients not satisfied with Regional Office Review Committee decisions may appeal to the Veterans Review and Appeal Board.

Legal assistance is available from the Bureau of Pensions Advocates to help applicants and recipients prepare appeals or represent them at appeals before the Veterans Review and Appeal Board. Service officers of veterans' organizations also provide help free of charge.

Other publications listed below are also available from Veterans Affairs Canada:

- ▲ *Services & Benefits*
- ▲ *Disability Pensions*
- ▲ *Veterans Independence Program*

- ▲ Information provided in this pamphlet is also available on audio cassette.

L'Allocation d'ancien combattant

Revised July 1999

© Her Majesty the Queen, in Right of Canada represented by the
Minister of Veterans Affairs, 1999
VAC Web Site: <http://www.vac-acc.gc.ca>
Cat. No. V44-4/1999
ISBN 0-662-62365-7



Canada